

**Audience publique du 28 novembre 2011**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale (art. 23, L. 5.05.2006)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 28887 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 25 juillet 2011 par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Iran), de nationalité iranienne, demeurant à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 18 mai 2011 ayant déclaré sa demande de protection internationale irrecevable sur base de l'article 23 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection telle que confirmée par la décision du 29 juin 2011 rendue sur recours gracieux introduit auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration en date du 2... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 octobre 2011 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 25 octobre 2011 par Maître Ardavan Fatholahzadeh au nom de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Ardavan Fatholahzadeh et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Guillou-Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 novembre 2011.

---

En date du 13 décembre 2006, Monsieur ... introduisit une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée « la loi du 5 mai 2006 ».

Cette demande fut rejetée par une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 16 mars 2007.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre la décision ministérielle précitée du 16 mars 2007 fut rejeté par un jugement du tribunal administratif du 20 juin 2007, inscrit sous le numéro 22759 du rôle, confirmé en instance d'appel par un arrêt de la Cour administrative du 8 novembre 2007, inscrit sous le numéro 23247C du rôle.

En date du 28 avril 2011, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une nouvelle demande de protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006.

Par décision du 18 mai 2011, envoyée par lettre recommandée en date du 23 mai 2011, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci après dénommé « le ministre », déclara la demande en obtention d'une protection internationale de Monsieur ... irrecevable sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006 suivant une décision libellée comme suit :

*«J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 28 avril 2011.*

*Il est apparu que vous aviez déposé une première demande de protection internationale en date du 13 décembre 2006. Vous aviez invoqué que vous pensiez changer de religion, que les jeunes ne seraient pas libres en Iran et que vous vouliez étudier au Royaume-Uni. Votre première demande avait été rejetée au motif que vous n'invoquiez aucun risque concret de subir des persécutions en Iran.*

*En mains le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères du 13 mai 2011 dans le cadre de votre seconde demande.*

*Vous invoquez le fait que vous auriez participé à une manifestation le ... à .... contre le gouvernement iranien, manifestation qui a eu lieu dans le cadre de la visite officielle du Ministre ... . Vous auriez vu que des gens se seraient cachés derrière des voitures pour prendre des photos des manifestants qui étaient devant la .. .. Ces personnes vous auraient vu scander des slogans. Le ... (soit le ...dans notre calendrier), des agents de renseignements seraient passés chez votre père en Iran pour lui demander de vos nouvelles et pour l'informer du fait que vous auriez participé à une manifestation anti-gouvernementale à .... Ces agents auraient demandé à votre père de vous faire revenir en Iran. Votre père ayant refusé, il aurait été emprisonné pendant deux semaines.*

*En ce qui concerne le changement de religion que vous aviez invoqué dans votre première demande de protection internationale, vous dites que vous pensez toujours devenir chrétien mais qu'actuellement vous n'auriez pas de religion.*

*Vous versez à l'appui de votre seconde demande une attestation de témoignage de votre père relatant la visite des agents chez lui, attestation datée du ....*

*Je vous rends d'abord attentif au fait que l'article 23 (2) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoit que :*

*« Le demandeur concerné devra indiquer les faits et produire les éléments de preuve à la base de sa nouvelle demande de protection internationale dans un délai de quinze jours à compter du moment où il a obtenu ces informations. ».*

*De même, en vertu des dispositions de l'article 23 (1) de la loi modifiée : « Le Ministre considérera comme irrecevable la nouvelle demande d'une personne à laquelle la protection internationale a été définitivement refusée ou d'une personne qui a explicitement ou implicitement retiré sa demande de protection internationale, à moins que des éléments ou des faits nouveaux apparaissent ou sont présentés par le demandeur et qu'ils augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire, à condition que le demandeur concerné a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de les faire valoir au cours de la précédente procédure, y compris durant la phase contentieuse. ».*

*Je relève d'une part que l'attestation de votre père est datée du ... alors que votre seconde demande de protection internationale date du 28 avril 2011. Il s'est donc produit plus de quinze jours entre cette attestation et votre seconde demande.*

*De plus, je relève que ce document est peu crédible. Il est écrit sur une simple feuille de bloc-notes et ni l'écriture ni la signature y apposées ne peuvent être comparées à un original réellement écrit par votre père. En fait, ce document peut donc avoir été écrit par n'importe qui. En examinant son contenu, je relève que votre père – en supposant que ce document émane vraiment de lui - écrit : **« Je soussigné, M. ..., père de M. ... vous informe qu'en date du ... à 14 h des membres du Service de Renseignement et de Protection de l'Iran – ... se sont rendus à notre porte pour nous interroger sur les différents points genre .... »**. Un peu plus loin dans le même document, votre père écrit : **« Les représentants du Ministère m'ont embarqué avec eux et j'ai passé 2 semaines en prison.(...). Dès que je suis sorti de prison, j'ai contacté mon fils pour lui dire que sa vie était en danger et qu'il ne devait pas rentrer en Iran. »** Or, cette attestation de témoignage est signée et datée du même ..., alors qu'elle aurait dû, au plus tôt être datée de deux semaines plus tard, soit du ..., date présumée où votre père aurait été relâché. A cela, on peut encore ajouter que vous-même datez le passage des agents de renseignements chez votre père au ...(càd du ... dans le calendrier iranien).*

*Un document aussi douteux ne saurait fonder une demande de protection internationale. En ce qui concerne les risques que vous pourriez courir en cas de retour en Iran pour avoir crié quelques slogans devant la ... luxembourgeoise lors de la visite de M. ..., ils restent à l'état de simple supposition.*

*Quant à votre changement de religion, je relève que ceci ne s'est pas concrétisé et que votre envie de « devenir chrétien » reste, elle aussi, à l'état de simple supposition. Je note d'ailleurs que, lors de votre première demande, vous vouliez devenir Bahai.*

*Il résulte de tout ce qui précède que votre demande de protection internationale est irrecevable au motif que vous n'avez présenté aucun élément ou fait nouveau crédible augmentant de manière significative la probabilité que vous remplissiez les conditions requises pour prétendre à une protection internationale.*

***Votre nouvelle demande en obtention d'une protection internationale est dès lors déclarée irrecevable.(...) ».***

La décision précitée fut confirmée par une décision ministérielle du 29 juin 2011 rendue suite à l'introduction d'un recours gracieux en date du 24 juin 2011.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 25 juillet 2011, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 18 mai 2011 et de la décision confirmative du 29 juin 2011 déclarant irrecevable sa demande de protection internationale sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006.

En ce qui concerne la recevabilité du recours, il convient de relever que dans la mesure où la décision déferée déclare irrecevable la demande en obtention d'une protection internationale sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006 et que l'article 23 (3) de ladite loi prévoit un recours en annulation en matière de demandes déclarées irrecevables, seul un recours en annulation a pu être dirigé contre la décision ministérielle attaquée.

Le recours en annulation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A titre liminaire, il convient d'examiner le moyen d'irrecevabilité du mémoire en réponse du délégué du gouvernement soulevé par le demandeur tel que réitéré à l'audience des plaidoiries lequel fait valoir que s'agissant en l'espèce d'un recours introduit sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006, le délégué du gouvernement ne pouvant ignorer la nature du présent recours étant donné qu'il aurait été associé à la préparation matérielle de la décision, aurait dû répliquer dans le délai requis par la loi. Il échet de relever que s'il ne peut être contesté que le recours a été introduit sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006, lequel est régi par des délais particuliers, il n'en reste pas moins que le tribunal a communiqué aux parties en cause un calendrier pour déposer les mémoires en réponse, en réplique et en duplique duquel il ressort que le délai fixé pour le dépôt du mémoire en réponse venait à expiration le vendredi 21 octobre 2011 à 17.00 heures. Le mémoire en réponse ayant été déposé en date du 20 octobre 2011, il est partant recevable de sorte que le moyen d'irrecevabilité du mémoire en réponse est à rejeter pour ne pas être fondé.

A l'appui de son recours, le demandeur explique qu'il aurait déposé une nouvelle demande de protection internationale suite à la survenance d'éléments nouveaux : à savoir, sa participation en date du ... à une manifestation devant la ... à ... à l'occasion d'une visite du ministère des affaires étrangères de l'époque, Monsieur ..., et l'arrestation consécutive de son père en Iran. A l'occasion de ladite manifestation, il aurait « *lancé des slogans anti-régime et aussi plusieurs revendications* » et aurait été pris en photo et filmé avec les autres manifestants par des agents du renseignement iranien, ainsi que cela ressortirait d'une photographie versée au dossier. Suite à sa participation à cette manifestation, le père du demandeur qui résiderait en République islamique d'Iran atteste dans une lettre datée du ... que les membres du service de renseignement et de Protection de « *l'Iran-...* » se seraient rendus ce même ... au domicile parental du demandeur pour interroger le père de ce dernier sur les activités politiques de son fils. Ces agents auraient prétendu que le demandeur travaillant pour les ... aurait manifesté à ... contre

le régime islamique à l'occasion de la visite officielle du ministre ... et auraient enjoint au père du demandeur de convaincre son fils de rentrer en Iran. Suite au refus du père du demandeur à suivre ces injonctions, les agents de sécurité l'auraient embarqué et il aurait passé deux semaines en prison. La famille du demandeur aurait fait l'objet d'un harcèlement moral durant cette période. Le père du demandeur aurait contacté ce dernier pour l'informer de ce que sa vie serait en danger et qu'il ne devrait en aucun cas rentrer en Iran.

Le demandeur rétorque aux allégations de l'autorité ministérielle selon lesquelles l'authenticité de l'attestation de son père datée du ... serait douteuse, étant donné que son père relaterait des événements qui se seraient passés le ... dans une attestation du même jour alors même qu'il aurait été emprisonné pendant deux semaines, de sorte à avoir été dans l'incapacité de rédiger ladite attestation le jour de la survenance des événements, par l'argument selon lequel cette confusion résulterait des séquelles de l'emprisonnement de son père. Il répond ensuite aux allégations de l'autorité ministérielle selon lesquelles les risques qu'il pourrait courir en cas de retour en Iran pour avoir crié quelques slogans devant la ... à Luxembourg resteraient à l'état de pure supposition, par l'affirmation que l'exercice d'activités politiques nécessaires en vue de mettre fin au régime en Iran augmenterait de manière significative la probabilité qu'il remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié politique ou au statut conféré par la protection subsidiaire, étant donné qu'il démontrerait l'existence d'un danger réel et sérieux quant à sa vie.

En droit, le demandeur reproche à l'autorité ministérielle d'avoir considéré qu'il n'aurait présenté aucun élément ou fait nouveau crédible de nature à augmenter de manière significative la probabilité qu'il remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié politique ou au statut conféré par la protection subsidiaire alors qu'il rentrerait tant dans les prévisions de l'article 31. (1) de la loi du 5 mai 2006 (sa participation à la manifestation serait sanctionnée par la peine de mort en cas de retour en Iran) que dans celles de l'article 31. (2) de la même loi ( la torture, l'emprisonnement ou la peine de mort qui résulterait des activités politiques du demandeur seraient à qualifier d'acte de persécution en ce qu'il s'agirait de poursuites ou sanctions disproportionnées ou discriminatoires). Le demandeur s'appuyant sur des publications, à savoir un article publié sur le site [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com) du 18 juillet 2009 et le rapport d'Amnesty International de 2009, fait état d'une situation caractérisée en Iran par la privation totale de liberté et de droits du peuple iranien, de sorte à conclure que suite aux événements survenus, sa vie serait en danger s'il retournait en Iran.

Selon le délégué du gouvernement, le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et il conclut au rejet du recours. Il affirme tout d'abord ses doutes quant à la véracité de l'attestation du père du demandeur. Enfin, il estime que les risques que courrait le demandeur en cas de retour dans son pays resteraient à l'état de pure allégation en ce qu'aucun indice réel ni concret qui ferait apparaître comme réaliste la crainte des persécutions imminentes et personnelles n'aurait été rapporté par le demandeur en l'espèce.

Le demandeur réplique que le délégué du gouvernement ne conteste ni la participation du demandeur à la manifestation du ... devant la ... ni la circonstance qu'il a été filmé et photographié à cette occasion. Par ailleurs, quant à la crédibilité de l'attestation de son père, le demandeur fait valoir qu'il aurait appartenu à l'autorité ministérielle de le convoquer à une audition complémentaire pour qu'il puisse s'expliquer sur le témoignage de son père étant donné

qu'en date du 2 septembre 2011, le père du demandeur explique dans un document signé par ses soins « *qu'en sortant de prison [il] n'avait pas les conditions morales et psychiques convenables et de ce fait les dates citées dans [son] ancien courrier étaient erronées. La date exacte de [son] arrestation et emprisonnement est le ... à 2 heures de l'après-midi et la durée de l'emprisonnement était environ de deux semaines. Quatre jours après [sa] sortie de prison, [il] [a] rédigé cette lettre à la date du 30 janvier 2011...* » de sorte qu'il se serait agi d'une erreur matérielle. Ses affirmations seraient en tout état de cause corroborées par ce document en ce qu'il établirait que sa vie serait en danger en cas de renvoi dans son pays d'origine.

Aux termes de l'article 23 de la loi précitée du 5 mai 2006 :

*« (1) Le ministre considérera comme irrecevable la nouvelle demande d'une personne à laquelle la protection internationale a été définitivement refusée ou d'une personne qui a explicitement ou implicitement retiré sa demande de protection internationale, à moins que des éléments ou des faits nouveaux apparaissent ou sont présentés par le demandeur et qu'ils augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire, à condition que le demandeur concerné a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de les faire valoir au cours de la précédente procédure, y compris durant la phase contentieuse.*

*(2) Le demandeur concerné devra indiquer les faits et produire les éléments de preuve à la base de sa nouvelle demande de protection internationale dans un délai de 15 jours à compter du moment où il a obtenu ses informations. Le ministre peut procéder à l'examen préliminaire prévu au paragraphe (1) en le limitant aux seules observations écrites présentées hors du cadre d'un entretien ».*

Le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est dès lors conditionné par la soumission d'éléments qui, d'une part, doivent être nouveaux, et, d'autre part, comporter des indications sérieuses d'une crainte fondée de persécution, le demandeur devant avoir été dans l'incapacité – sans faute de sa part – de se prévaloir de ces nouveaux éléments au cours de la procédure précédente, en ce compris la procédure contentieuse.

En outre, le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est soumis à la condition que les éléments nouveaux dont un demandeur fait état, soient invoqués dans un délai de 15 jours à compter du moment où il en a eu connaissance.

Il y a lieu de rappeler que le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction constitue une exception - soumise à des conditions d'ouverture strictes - à l'autorité de la chose jugée dont est revêtue la procédure contentieuse antérieure.

Il appartient dès lors au ministre d'analyser si les éléments qui lui ont été soumis au cours d'une deuxième demande de protection internationale constituent effectivement des éléments nouveaux et sont susceptibles en même temps d'augmenter de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour l'obtention de la protection

internationale, le caractère nouveau des éléments avancés en cause s'analysant notamment par rapport à ceux avancés dans le cadre des précédentes procédures.

En l'espèce, il est constant que la participation du demandeur à la manifestation du ... devant la ... à l'occasion de la visite officielle du ministre ... à ... est à qualifier d'élément ou fait nouveau qui est apparu postérieurement à la décision qui a débouté le demandeur.

Il échet alors au tribunal d'examiner si ce fait nouveau est de nature à augmenter de manière significative la probabilité que le demandeur remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié ou au statut conféré par la protection subsidiaire selon le prescrit de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006.

Au vu des déclarations faites par le demandeur au cours de son audition réalisée par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et des explications données par lui dans le cadre du recours sous examen, le tribunal rejoint l'analyse faite par le délégué du gouvernement suivant laquelle le fait nouveau apparu postérieurement à la décision qui a débouté le demandeur, à savoir, sa participation devant la ... à l'occasion de la visite officielle du ministre ... n'est pas de nature à augmenter de manière significative la probabilité qu'il remplisse les conditions pour prétendre au statut de réfugié.

A titre liminaire, le tribunal retient qu'il ressort tout d'abord du rapport d'audition du 12 janvier 2007 réalisé dans le cadre de la première demande de protection internationale que, bien qu'il ait manifesté le souhait, dans le cadre de cette première demande, de se convertir à une autre religion qu'à la religion musulmane chiite à laquelle il appartient (sans avoir à l'époque pu porter son choix entre le christianisme ou le bahaïsme), au moment de l'introduction de la deuxième demande de protection internationale, soit plus de quatre ans après, le demandeur affirme cette fois qu'il n'aurait pas de religion mais qu'il voudrait devenir « chrétien », sans pour autant avoir effectué une démarche active pour changer de religion, de sorte qu'il est à considérer comme relevant de la religion musulmane chiite, soit la religion officielle de la République islamique d'Iran<sup>1</sup>, représentée à hauteur de 89% de la population iranienne. Il s'ensuit que le demandeur ne peut pas prétendre relever d'une minorité religieuse qui serait sujette à persécutions par le régime iranien et qui ferait l'objet *a priori* d'une étroite surveillance par les agents des renseignements iraniens.

Par ailleurs, s'il n'est pas contesté par le délégué du gouvernement que les manifestants ont été filmés et photographiés à l'occasion de la manifestation par un personnage barbu que le demandeur identifie de manière péremptoire comme s'agissant d'un membre du service des renseignements iraniens, le tribunal relève qu'il n'est pas établi en l'espèce que ledit personnage appartienne effectivement au service des renseignements iraniens en ce que ni son identité ni sa fonction n'ont été rapportées par les pièces soumises à l'examen du tribunal.

Quant à la forme de l'attestation délivrée par le père du demandeur, le tribunal rejoint l'analyse faite par le délégué du gouvernement en ce que la crédibilité de cette pièce est douteuse. En effet, il échet de relever que le demandeur reste en défaut de prouver à suffisance de droit que

---

<sup>1</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>

l'auteur de ladite attestation est bien son père. Au demeurant, le tribunal relève que le caractère peu crédible de l'attestation se trouve renforcé par la circonstance que le père du demandeur relate des événements qui se seraient passés le ..., alors qu'il date dans un premier temps ladite attestation litigieuse du 12 janvier 2001 (bien qu'il affirme avoir été emprisonné pendant deux semaines, de sorte à avoir été dans l'incapacité de rédiger ladite attestation le jour de la survenance des événements) pour admettre dans un écrit ultérieur non daté qu'une des deux dates indiquées serait fausse.

Quant au contenu de l'attestation délivrée par le père du demandeur, le tribunal ne peut suivre les allégations du demandeur quand il affirme que les harcèlements faits à sa famille et l'emprisonnement de son père seraient consécutifs à sa participation à la manifestation dont question au Luxembourg et que par conséquent sa vie serait en danger en cas de retour en Iran du simple fait de la participation à cette manifestation. En effet, il ressort des pièces du dossier que le demandeur a quitté l'Iran aux alentours du mois d'octobre ou novembre 2006 et qu'au moment de son départ, il n'était pas considéré comme appartenant à une minorité religieuse persécutée et surveillée par les agents de service de renseignements, puisqu'il était à l'époque de confession musulmane chiite, ainsi que le tribunal vient de le relever ci-avant, de sorte que l'affirmation que l'identité du demandeur a pu être établie sur base d'une photographie prise par un personnage barbu, dont l'identité et la fonction n'ont pas été rapportées, de façon à mettre les autorités iraniennes en mesure de retrouver son père dans un pays dont la population est estimée à 77.891.220 d'habitants<sup>2</sup> reste à l'état de simple allégation. Il en est par conséquent de même de l'affirmation du demandeur selon laquelle sa vie serait en danger s'il retournait en Iran du fait de sa participation à ladite manifestation.

Il échet de surcroît de relever que l'article 23 (2) de la loi du 5 mai 2006 dispose que le droit à l'ouverture d'une nouvelle procédure d'instruction d'une demande de protection internationale est soumis à la condition que les éléments nouveaux dont un demandeur fait état, soient invoqués dans un délai de 15 jours à compter du moment où il en a eu connaissance. Or, le tribunal relève en l'espèce que nonobstant l'incertitude attachée à la date à laquelle l'attestation litigieuse a été délivrée (soit le 30 janvier 2011 soit le 12 février 2011 selon l'une ou l'autre version du père du demandeur), la demande de protection internationale a été introduite par le demandeur sur base de l'article 23 précité le 28 avril 2011, soit en dehors du délai sus-visé de 15 jours.

Il s'ensuit qu'en l'espèce, le ministre pouvait valablement décider que le demandeur n'a pas présenté d'élément nouveau ou fait crédible augmentant de manière significative la probabilité qu'il remplisse les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié et que c'est à bon droit que le ministre a rejeté la nouvelle demande de protection internationale de Monsieur ... comme étant irrecevable sur base de l'article 23 de la loi du 5 mai 2006.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

---

<sup>2</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ir.html>



reçoit en la forme le recours en annulation contre la décision ministérielle du 18 mai 2011 confirmée par la décision ministérielle du 29 juin 2011 déclarant irrecevable la demande de protection internationale,

au fond le déclare non justifié et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Marc Feyereisen, président,  
Anne Gosset, juge,  
Paul Nourrissier, juge

et lu à l'audience publique du 28 novembre 2011 par le président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Marc Feyereisen

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 28 novembre 2011  
Le Greffier assumé du Tribunal administratif